

# Israël a accéléré la construction de colonies à Jérusalem-Est depuis le début de la guerre à Gaza

## Description

*Les ministères et offices gouvernementaux à l'origine des projets les plus controversés, créeront des milliers d'unités de logement à Jérusalem-Est.*

Par Jason Burke, le 17 avril 2024



Chantier de construction à East Talpiot, où une expansion de la colonie existante est en cours. Photographie : Alessio Mamo/The Guardian

Le gouvernement israélien a accéléré la construction de colonies à Jérusalem-Est. Plus de 20 projets totalisant des milliers d'unités de logement ont été approuvés ou avancés depuis le début de la guerre à Gaza il y a six mois, selon des documents de planification.

Des ministères et des bureaux du gouvernement israélien sont à l'origine de tous les projets les plus importants et les plus controversés, parfois en association avec des groupes nationalistes de droite qui tentent depuis longtemps [d'expulser les Palestiniens](#) de leurs maisons dans certaines parties de la ville.

L'approbation ou la construction rapide de colonies illégales au regard du droit international est susceptible de nuire davantage aux relations entre Israël et l'administration Biden.

La guerre a déclenché par des attaques surprises du Hamas contre Israël le 7 octobre, qui ont fait 1 200 morts, pour la plupart des civils.

« L'accélération de ces plans a été sans précédent au cours des six derniers mois », a déclaré Sari Kronish, de l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme *Bimkom* à *Planners for Planning Rights* (planificateurs pour les droits à la planification). « Alors que de nombreux organismes gouvernementaux ont fermé ou ont eu des activités limitées après le 7 octobre, les autorités chargées de la planification ont continué à aller de l'avant, faisant progresser ces plans à une vitesse sans précédent. »

Les nouvelles colonies offriront des logements à la population juive majoritaire d'Israël dans des parties de Jérusalem qui ont été unilatéralement annexées par Israël en 1980, et constitueront probablement un obstacle à toute tentative de création d'un État palestinien viable ayant l'est de la ville pour capitale.



Un berger s'occupe de son troupeau sur la seule réserve foncière restante de Beit Safafa, où Israël a l'intention de construire une colonie très contestée appelée Givat Shaked. Photographie : Alessio Mamo/The Guardian

La guerre de Gaza a remis l'accent sur une solution à deux États pour le conflit israélo-palestinien, comme le prouvaient les accords d'Oslo au début des années 1990.

Les États-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni ont récemment [imposé des sanctions à l'encontre de certains colons de Cisjordanie](#) dans un contexte de flambée de violence.

Les autorités israéliennes chargées de la planification ont approuvé deux nouvelles colonies depuis le début de la guerre, les premières à être approuvées à Jérusalem-Est depuis plus d'une décennie. L'extension d'une colonie fermée de haute sécurité appelée Kidmat Zion, située au cœur du quartier palestinien de Ras al-Amud, à la périphérie orientale de la ville, devrait également être autorisée, sous réserve des commentaires du public.

La décision concernant Kidmat Zion a été prise [48 heures seulement](#) après l'attaque du Hamas du 7 octobre. Le gouvernement a officiellement associé au projet lors d'une audience de planification un mois plus tôt, comme le montrent des documents publiés sur le site web des autorités chargées de la planification.

Deux grands projets encadrent désormais la communauté palestinienne de Beit Safafa, dont la majeure partie se trouve à Jérusalem-Est. L'un d'eux, connu sous le nom de Givat Hamatos, a été gelé pendant une décennie en raison de l'opposition internationale. Les travaux ont [repris en 2020](#) et le mois dernier, le site était occupé par des ouvriers, des machines lourdes et des camions.

Selon les documents de planification officiels les plus récents, l'« initiateur » et le « demandeur » du projet est l'Autorité foncière israélienne, un organisme gouvernemental. Le document indique que les parties prenantes sont, entre autres, l'État d'Israël et la municipalité de Jérusalem.

Un deuxième grand ensemble résidentiel est connu sous le nom de Givat Shaked et sera construit du côté nord-ouest de Beit Safafa, sur une parcelle d'herbe et d'arbres.

Les documents officiels consultés par le *Guardian* montrent que l'entité qui a officiellement approuvé le plan est l'Autorité de développement de Jérusalem, un [organe statutaire](#) qui vise à « promouvoir Jérusalem en tant que ville internationale de premier plan dans le secteur économique et en termes de qualité de vie dans le domaine public ».

L'« initiateur » du projet est le ministre de la justice, par l'intermédiaire d'un bureau connu sous le nom de « gardien général », qui revendique la responsabilité des terres sur lesquelles Givat Shaked sera construit, car elles comprennent des parcelles substantielles qui avaient des propriétaires juifs avant 1948.

Le projet de Givat Shaked a été une source de division depuis que la construction a été proposée pour la première fois au milieu des années 1990. Les craintes que ce projet ne menace le processus de paix d'Oslo ont suscité l'indignation de la communauté internationale et Washington a poussé Israël à [annuler le projet](#).

Il y a deux ans, le projet a repris de la vigueur. La ministre de l'intérieur de l'époque, [Ayelet Shaked](#), a rejeté toute revendication de contrôle palestinien sur l'est de Jérusalem et a déclaré qu'il était « impensable d'empêcher le développement et la construction dans cette zone, ou même d'importer ailleurs dans la ville ».

Mme Shaked a également souligné la nécessité de « augmenter l'offre de logements » à Jérusalem. [D'autres partisans du projet](#) ont affirmé que les Palestiniens pourraient s'installer dans le nouveau « quartier ».

L'autorisation de construire a été accordée le 4 janvier de cette année.



Une cimenterie temporaire a été créée sur le terrain destiné à être aménagé près de Beit Safafa pour faciliter l'expansion de la ligne de métro. Photographie : Alessio Mamo/The Guardian

Le projet prévoit des tours de 700 logements qui occupent le seul terrain de Beit Safafa, la communauté musulmane majoritaire, forte de 17 000 personnes, pourrait s'attendre pour accueillir des jeunes. Dans le quartier, comme ailleurs, les obstacles bureaucratiques et autres restrictions empêchent généralement les Palestiniens de construire des maisons plus grandes.

« Aujourd'hui, j'ai un trou noir dans le cœur, car je ne vois pas comment mes enfants et mes petits-enfants pourraient passer leur vie ici », a déclaré Ahmed Salman, 71 ans, président du conseil communautaire de Beit Safafa.

« Nous avons autrefois de bonnes relations avec la municipalité, mais ce n'est plus le cas depuis quelques années. Depuis la guerre, la vie continue, mais ils ont approuvé le plan et rejeté toutes nos objections. Nous faisons appel, mais je ne suis pas optimiste ».

Un troisième projet, également près de Beit Safafa, est connu sous le nom de *Lower Aqueduct* et implique la construction d'une grande colonie adjacente à un quartier palestinien. Le plan de *Lower Aqueduct* a été entièrement approuvé le 29 décembre.

Le site est à cheval sur la ligne de démarcation entre Jérusalem-Est et la partie occidentale de la ville. L'initiateur et le demandeur du projet est l'Autorité foncière israélienne, comme le montrent les documents.



La construction de Givat Hamatos a été reportée pendant une décennie en raison de l'opposition internationale. Photo : Alessio Mamo/The Guardian : Alessio Mamo/The Guardian

« De nombreux plans de colonisation sont stratégiquement conçus pour des zones situées le long du périmètre sud de Jérusalem-Est », a déclaré Amy Cohen, directrice d'Ir Amim, une ONG israélienne de défense des droits de l'homme basée à Jérusalem. S'ils sont construits, ils fractureront davantage l'espace palestinien et créeront un effet de « fermeture » de Jérusalem-Est par rapport à Bethléem et au sud de la Cisjordanie. De telles initiatives compromettent directement les conditions nécessaires à la création d'un État palestinien indépendant et viable, dotée d'une capitale contiguë à Jérusalem-Est.

« Tout cela en interrompant complètement la planification et la construction pour les Palestiniens dans la ville ».

Le procès-verbal d'une réunion de planification tenue en septembre montre que le bureau du Gardien général a été accepté comme codemandeur pour le plan Kidmat Zion, bien qu'il ait été initié par une société privée établie par une organisation appelée *Ateret Cohanim*, un groupe qui travaille à l'augmentation de la population juive de Jérusalem-Est.

[Ateret Cohanim](#) a été accusé d'être l'origine de tentatives d'expulsion de Palestiniens à Jérusalem-Est et de prise de contrôle de tels chrétiens dans la vieille ville de Jérusalem. Le groupe affirme que la nouvelle colonie, qui sera lourdement fortifiée, sera construite sur des terres appartenant à des Juifs.

Un récent rapport des Nations Unies note que les politiques du gouvernement israélien, qui est le plus à droite de l'histoire du pays et qui comprend des nationalistes religieux ayant des liens étroits avec les colons, semblent alignées sur les objectifs du mouvement des colons israéliens dans une « mesure sans précédent ».

Les colonies israéliennes dans les [territoires palestiniens](#) occupés ont connu une expansion record et risquent d'éliminer toute possibilité pratique de création d'un État palestinien, selon le rapport des Nations Unies.

Environ 40 % de la population de Jérusalem, qui s'élève à près d'un million d'habitants, sont des Palestiniens. Le maintien d'une majorité juive dans la ville a été un objectif des gouvernements israéliens successifs.

Israël a pris Jérusalem-Est à la Jordanie lors de la guerre des six jours de 1967 et l'a annexée par la suite, ce qui n'a pas été reconnu par la plupart des membres de la communauté internationale.

**Jason Burke** est le correspondant du Guardian pour les questions de sécurité internationale. En 25 ans comme correspondant étranger, il a couvert des sujets au Moyen-Orient, en Europe, en Afrique

*et en Asie du Sud. Il a couvert des dizaines de conflits, ainsi que beaucoup d'autres choses, et est l'auteur de quatre livres, dont le plus récent est The New Threat.*

Source : [The Guardian](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

**date création**  
2024/04/17